

Brochure n° 3130

**Convention collective nationale**

IDCC : 1607. – **INDUSTRIES DES JEUX, JOUETS,  
ARTICLES DE FÊTES ET ORNEMENTS DE NOËL,  
ARTICLES DE PUÉRICULTURE ET VOITURES D'ENFANTS,  
MODÉLISME ET INDUSTRIES CONNEXES**  
**(4<sup>e</sup> édition. – Avril 2001)**

**AVENANT N° 27 DU 15 DÉCEMBRE 2005**  
**MODIFIANT LES AVENANTS 4 ET 5 RELATIFS AU RÉGIME DE PRÉVOYANCE**

NOR : ASET0650241M  
IDCC : 1607

Réunis le 27 octobre 2005, les organisations siégeant à la commission paritaire ont décidé d'apporter les modifications suivantes aux avenants 4 et 5 à la convention collective et reconduisent, à cette occasion, les organismes assureurs en présence.

**Article 1<sup>er</sup>**

*Modifications apportées*

a) L'article 5 du 4<sup>e</sup> avenant (personnel non cadre) est modifié comme suit.

## Nouvelle répartition des taux par garantie

PERSONNEL NON CADRE	INDEXATION EN DEUX TEMPS 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et 1 <sup>er</sup> janvier 2007 Taux applicables au salaire brut	
Garanties	au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	au 1 <sup>er</sup> janvier 2007
Décès	0,20 %	0,20 %
Incapacité	0,60 %	0,77 %
Invalidité	0,60 %	0,65 %
<b>Total AG2R Prévoyance</b>	<b>1,40 %</b>	<b>1,62 %</b>
Rente éducation	0,17 %	0,17 %
Rente de conjoint	0,22 %	0,22 %
<b>Total OCIRP</b>	<b>0,39 %</b>	<b>0,39 %</b>
<b>Total général</b>	<b>1,79 %</b>	<b>2,01 %</b>

Le taux global est réparti à raison de :

- 50 % à la charge de l'employeur ;
- 50 % à la charge du salarié.

Dans le cadre de sa quote-part, le salarié finance intégralement le coût de la garantie incapacité de travail.

b) L'article 5 du 5<sup>e</sup> avenant (personnel cadre) est modifié comme suit :

PERSONNEL CADRE	INDEXATION EN DEUX TEMPS 1 <sup>er</sup> janvier 2006 et 1 <sup>er</sup> janvier 2007 Taux applicables aux tranches A et B	
Garanties	au 1 <sup>er</sup> janvier 2006	au 1 <sup>er</sup> janvier 2007
Incapacité	0,60 %	0,77%
Invalidité	0,60 %	0,65 %
<b>Total AG2R Prévoyance</b>	<b>1,20 %</b>	<b>1,42 %</b>
Rente éducation	0,17 %	0,17 %
Rente de conjoint	0,22 %	0,22 %
<b>Total OCIRP</b>	<b>0,39 %</b>	<b>0,39 %</b>
<b>Total général</b>	<b>1,59 %</b>	<b>1,81 %</b>

Le taux global est réparti à raison de :

- 50 % à la charge de l'employeur ;
- 50 % à la charge du salarié.

Dans le cadre de sa quote-part, le salarié finance intégralement le coût de la garantie incapacité de travail.

En application de l'article L. 912-1 de la loi n° 94-678 du 8 août 1994, les conditions et modalités de la mutualisation des risques seront réexaminées au plus tard 5 ans après la date d'effet du présent avenant.

c) L'article 7 « Modification. – Dénonciation. – Résiliation » est complété comme suit :

En cas de résiliation ou de non-renouvellement de la désignation de l'un ou des organismes assureurs désignés à l'article 4, les garanties en cas de décès sont maintenues pour les salariés et anciens salariés bénéficiaires des prestations incapacité et invalidité complémentaires, par le ou les organismes faisant l'objet d'une résiliation ou non renouvelé(s) et ce au niveau de prestation tel qu'il est défini par le texte conventionnel au jour de sa résiliation ou du non-renouvellement de la désignation.

Les prestations incapacité, invalidité, rente éducation et rente de conjoint en cours de versement continueront d'être servies jusqu'à leur terme, à un niveau au moins égal à celui de la dernière prestation due ou payée avant la résiliation ou le non-renouvellement de la désignation.

Par ailleurs, les partenaires sociaux, en application de l'article L. 912-3 du code de la sécurité sociale, organiseront la poursuite des revalorisations sur la base, au minimum, des valeurs du point ARRCO par négociation entre les organismes assureurs désignés à l'article 4 et tous autres organismes pouvant assurer ce type de prestations.

## Article 2

*Date d'effet. – Dépôt. – Demande d'extension*

Le présent avenant prend effet au 1<sup>er</sup> janvier 2006.

Les parties signataires s'engagent, dans le cadre des articles L. 132-10, L. 133-8 et suivants du code du travail, à déposer le texte du présent accord à la direction départementale du travail et de l'emploi ainsi qu'au secrétariat du greffe du conseil des prud'hommes de Paris et à effectuer les démarches nécessaires pour en obtenir l'extension.

Fait à Paris, le 15 décembre 2005.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

**Organisation patronale :**

La fédération française des industries du jouet (jeux, jouets, articles de fêtes et ornements de Noël, voiture d'enfants, articles de puériculture, modélisme et industries connexes).

**Syndicats de salariés :**

La fédération générale des mines et de la métallurgie FGMM-CFDT ;

La fédération des cadres, de la maîtrise et des techniciens de la métallurgie CFE-CGC ;

La fédération commerce, services, force de vente CSFV-CFTC ;

La fédération générale Force ouvrière du BTP bois et ses activités annexes CGT-FO.